



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

### BUDGET COMMUNAL



## Préambule

Chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la Commune est inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

Jusqu'ici, le débat d'orientation budgétaire (DOB) était encadré par la loi selon les dispositions suivantes :  
« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. »



La loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, en a modifié les modalités de présentation. Il est ainsi spécifié, à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

*« Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.*

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »*

En conséquence depuis l'année dernière nous procédons à :

- La présentation obligatoire d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB).
- La publication des informations contenues dans le ROB (affichage et mise en ligne sur le site officiel de la Commune).
- Enfin, la présentation de ce rapport par l'exécutif doit donner lieu à débat, dont il sera pris acte par une délibération spécifique.

Dans un souci de transparence constant, la Municipalité de LE VAL s'astreignait déjà à produire un rapport d'orientations budgétaires chaque année et ces éléments étaient déjà présentés. Ce rapport d'orientations budgétaires n'est donc pas une nouveauté pour la Commune de LE VAL.





La Municipalité souhaite présenter des éléments budgétaires complémentaires lors du débat d'orientations budgétaires pour 2017. Il est primordial de donner à l'ensemble des membres du Conseil Municipal une vision précise des finances de la Commune et des orientations poursuivies.

Ces documents seront très largement rendus publics. Tout citoyen a le droit de connaître l'état exact des finances de la Commune. Cet état des lieux est restitué en Conseil Municipal plusieurs fois par an : débat d'orientations budgétaires, présentation du budget, présentation du compte administratif, délibérations modificatives du budget, etc.

Depuis 2014, les Communes participent pleinement à l'effort de redressement des comptes publics au travers d'une baisse des dotations qu'elles perçoivent de l'Etat. L'année 2015 marquait une baisse drastique des dotations. La baisse a continué en 2016 et perdurera en 2017. Le cumul des baisses successives constitue un réel défi pour les finances de notre Commune.

La préparation budgétaire demandera comme chaque année la **réalisation d'efforts** contraignants mais surmontables. Les dépenses de fonctionnement continueront à faire l'objet d'une attention toute particulière. Pour pouvoir mettre en œuvre cette politique dans un contexte extrêmement contraint, la recherche d'économies et d'une meilleure efficacité sera la règle.





### Contexte économique et financier national

La croissance a fait son retour en France en 2015 et s'est maintenue en 2016. Au regard des indicateurs avancés, l'année 2017 devrait être caractérisée par une croissance modérée due à une consommation des ménages moindre en raison de l'inflation.

Au regard des dernières statistiques disponibles, le redressement des finances publiques en 2015 a été de 3,5 % du PIB contre 3,8 % initialement envisagé dans la loi de programmation des finances publiques, grâce à une croissance contenue des dépenses malgré une baisse des prélèvements obligatoires (44,7 % contre 44,9 % en 2014).

En 2016, année de campagne électorale pour les primaires présidentielles, le déficit devrait se réduire davantage (à -3,3 % du PIB) tandis qu'un effort plus important est prévu en 2017, années des élections présidentielles et législatives (- 2,7 du PIB selon le gouvernement).

Ces chiffres sur les finances publiques sont donnés à titre indicatif dans l'attente des orientations budgétaires du prochain gouvernement (mai 2017).



La baisse du chômage constitue un véritable enjeu car elle conditionne la prudence des ménages. Après avoir atteint un pic en août 2016, le taux de chômage est en baisse continue depuis, atteignant 9,5 % en novembre 2016.

L'inflation, demeurée faible en 2016, devrait poursuivre sa reprise reflétant la hausse prévue du prix du pétrole. En moyenne, en 2016, l'inflation devait être légèrement supérieure à celle de 2015 mais demeurer faible (+ 0,2 % en moyenne après + 0 % indice IPC) pesant légèrement sur le pouvoir d'achat. L'année 2017 sera marquée par une inflation plus forte (+ 1,4 % en moyenne)..

Les conditions de crédits, après s'être légèrement détendues en début d'année, se resserrent pour les entreprises alors qu'elles continuent à s'assouplir pour les ménages. Néanmoins les taux d'intérêt demeurent très faibles. Les demandes de crédits de ménages et des entreprises sont en forte hausse depuis fin 2015. Les conditions de financement ne sont plus un frein à l'investissement qui semble principalement contraint par une confiance insuffisante.





La contexture générale de la loi de finances initiale 2017 reprend largement le triptyque qui structurait les lois de finances pour 2015 et 2016 avec ses trois volets désormais devenus coutumiers :

- Baisse des dotations (bien que diminuée de moitié pour le bloc communal pour 2017, elle continuera encore de peser sur les finances des collectivités locales)
- Soutien de l'Etat à l'investissement local (soutien renforcé avec la prolongation et l'augmentation du Fonds de Soutien à l'Investissement Local « FSIL ». L'objectif est de s'assurer que les économies mises en œuvre par les collectivités locales portent en priorité sur les dépenses de fonctionnement et non sur celles d'investissement)
- Renforcement de la péréquation (avec une progression et des adaptations techniques pour atténuer les effets de la baisse de la DGF sur les collectivités les plus fragiles en attendant une réforme globale finalement reportée au même titre que celle de la DGF)

La future loi de finances spécifique des collectivités territoriales annoncée pour 2018 devra servir de cadre à ces réformes pour redonner du souffle à des dispositifs usés par les réajustements successifs.



Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales évoluent à la baisse pour 2017, soit - 0,6 %. Ils sont constitués de 3 ensembles :

- Les concours financiers de l'Etat (47,9 milliards €) : DGD, DETR et FSIL
- Les transferts financiers de l'Etat hors fiscalité (63 milliards €) : les contreparties des dégrèvements législatifs, le produit des amendes de police et des radars et les subventions pour travaux d'intérêt général.
- L'ensemble des transferts financiers de l'Etat aux collectivités 99,4 milliards €) : flux financiers y compris la fiscalité transférée.

La Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) a été diminuée de 7,1 % par rapport à 2016 ce qui représente 1,33 % des recettes réelles de fonctionnement des collectivités de 2015.

Les « variables d'ajustement des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales » ou allocations compensatrices de fiscalité directe locale, ont vocation à financer pour moitié (l'autre moitié étant financée par les écrêtements internes à la DGF). Or, pour 2017, même en les minorant intégralement, l'assiette des variables d'ajustement ne serait pas suffisante pour satisfaire les diverses mesures et obligations liées à l'enveloppe normée. Au titre de ces variables, les ressources du bloc communal diminueront de 67 millions €.





La péréquation verticale de la DSR, dont bénéficie la Commune, augmente chaque année sensiblement mais ne compense pas la totalité de la baisse de dotation forfaitaire.

**Ce premier mouvement est accompagné d'un prélèvement sur les recettes fiscales depuis 2012 : la création du Fonds de compensation des ressources intercommunales et communales (FPIC).**

Ce nouveau fonds de péréquation a été mis en place au niveau des ensembles intercommunaux, constitués des groupements à fiscalité propre et de leurs communes membres, et des communes isolées.

Il était prévu que son montant, égal à 150 millions d'euros en 2012, atteigne 360 millions en 2013, 570 millions en 2014, 780 millions en 2015 et en 2016, 2 % des recettes fiscales des communes et intercommunalités, soit environ 1 milliard d'euros.



**Evolution de la DGF et Prélèvement FPIC**

	2012	2013	2014	2015	2016
DOTATION FORFAITAIRE	607.540	614616	589.309	524.695	448.968
DOTATION SOLIDARITE RURALE	61.336	48.729	49.195	51.688	53.043
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	63.444	57.100	51.391	46.252	41.627
DOTATION GLE DE DECENTRALISATION (aide PLU)					19.000
TOTAL D.G.F.	732.320	720.445	689.895	622.635	562.638
FPIC	0	0	-24.658	-8.104	-19.944
TOTAL DE LA DOTATION	732.320	720.445	665.237	614.531	501.832
		Soit une baisse de 1.62 % soit - 11.875 €	Soit une baisse de 7.66 % par rapport à 2013 soit - 55.208 € et de 9.16 % par rapport à 2012 Soit - 67.083 €	Soit une baisse de 7,62 % par rapport à 2014 soit -50.706 € et de 16.08 % par rapport à 2012 Soit - 117.789 €	Soit une baisse de 18.34 % soit -112.699 € par rapport à 2015 (malgré la DGD) et de - 230.488 € soit 31,47 % par rapport à 2012





**Le contexte budgétaire de notre collectivité est donc marqué par une rupture historique de ses recettes.**

Or, dans le même temps, les services financés par les communes sont en constante augmentation en raison de la situation économique. A cela se sont ajoutées des mesures nationales :

- réforme des rythmes scolaires (subventionnée par l'Etat),
- hausse des cotisations sociales qui ont significativement augmenté les dépenses de fonctionnement ces dernières années.

Ces dépenses sont obligatoirement reportées d'une année sur l'autre.

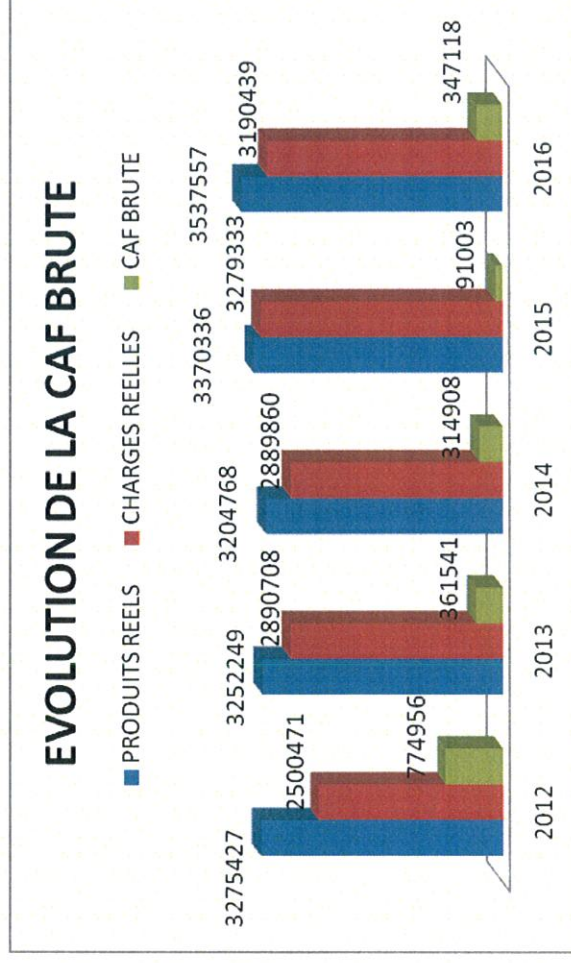
Par conséquent, l'effet ciseau, c'est-à-dire la baisse rapide des recettes, conjuguée à une augmentation imposée des dépenses, amène les communes, selon leur situation financière et leurs choix politiques, à :

- soit réduire leurs investissements, ce que refuse la Municipalité valoise,
- soit augmenter les impôts locaux, comme l'ont fait de nombreuses Communes ces dernières années, ce que la Municipalité valoise n'accepte pas.

**La stratégie réaffirmée de la Municipalité est donc de poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement, sans augmenter les taux de fiscalité, afin de maintenir l'investissement dont notre ville a besoin à un niveau élevé.**

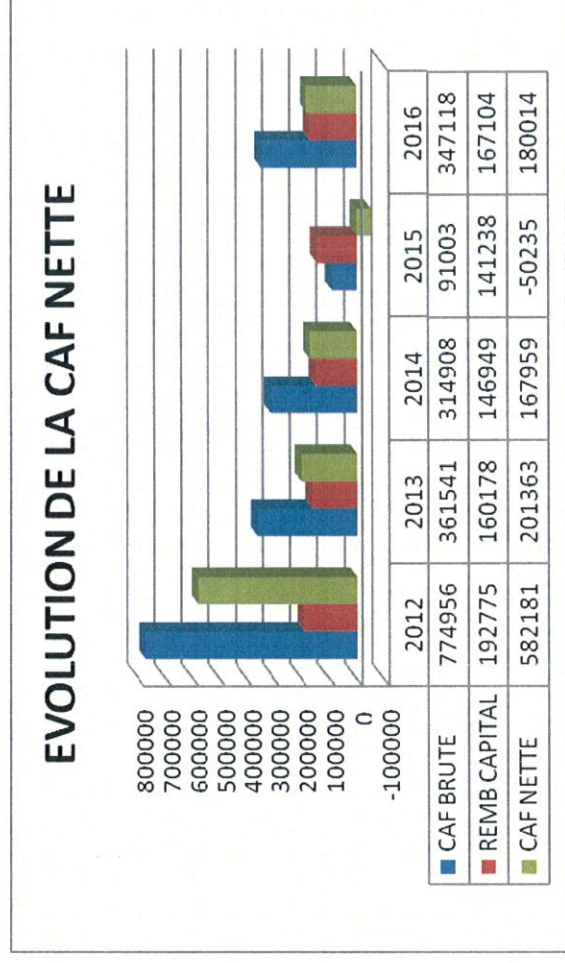


**Situation de la Commune**



La capacité d'autofinancement brute (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement (remboursement du capital de la dette, dépenses d'équipements,...). Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cessions d'immobilisation) et les charges réelles de fonctionnement (hors valeur comptable des immobilisations cédées). La CAF brute est en priorité affectée au remboursement des dettes en capital.





La capacité d'autofinancement nette (CAF nette) représente l'excédent du fonctionnement après remboursement des dettes en capital. Elle représente le reliquat disponible pour autofinancer des nouvelles dépenses d'équipement. La CAF nette est une des composantes du financement disponible. La CAF nette est un indicateur de gestion qui mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à engager au niveau de son fonctionnement des ressources propres pour financer ses dépenses d'équipement, une fois ses dettes remboursées.



**LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT MAITRISEES**

**Rappel :** Les dépenses réelles de fonctionnement s'entendent de l'ensemble des dépenses de l'exercice budgétaire entraînant des mouvements réels c'est-à-dire qui donnent lieu à décaissement et sont exécutés par l'émission d'un mandat. Cette définition exclut par conséquent les opérations d'ordre budgétaire qui ne donnent pas lieu à décaissement tel l'amortissement ou le virement à la section d'investissement.

A noter l'effort réalisé en 2016, par rapport à 2015, au niveau du fonctionnement :

FONCTIONNEMENT	2014	2015	2016
RECETTES	3.204.768	3.370.336	3.537.557
DEPENSES	2.889.860	3.279.333	3.190.439
CAF BRUTE	314.908	91.003	347.119





Pour aller plus dans le détail, on constate que les dépenses ont été maîtrisées (baisse de 89.000 €) et que les recettes ont augmenté (+ 167.000 €).

La baisse des dépenses provient essentiellement des réductions au niveau des :

- travaux de réfection des voies communales (202.000 € en 2015 contre 94.000 € en 2016)
  - frais d'entretien du matériel roulant plus récent donc moins sujet aux pannes (32.000 € en 2015 contre 16.000 € en 2016)
  - honoraires (77.000 € en 2015 contre 48.000 € en 2016)
  - frais d'études (12.000 € en 2015 pour l'accessibilité)
  - fêtes et cérémonies (40.000 € en 2015 contre 28.000 € en 2016)
  - Indemnisation suite à décisions de justice « LE VAL DE PROVENCE » pour 9.800 € en 2015
- absorbées partiellement par une hausse des :
- études (+ 20.000 € en 2016),
  - frais de nettoyage des locaux scolaires (+ 17.000 € en 2016),
  - charges de personnel (+60.000 € en 2016 dont une partie provient des nouveaux contrats aidés (pour un total de 28.000 € de plus qu'en 2015 mais compensés par les aides de l'Etat en la matière),
  - FPIC (+ 11.000 € en 2016),
  - SDIS (+ 36.300 € en 2016),
  - transports scolaires du secondaire avec la participation versée au Département (+9.000 €),
  - dotation à BILBOK pour le service « Enfance-Jeunesse » (+ 15.000 € en 2016 et avance de 6000 € pour 2017 sur une dotation totale de 18.000 € à prévoir). A noter également que les aides de la CAF sont accordées suite à la signature du Contrat « Enfance-Jeunesse » qui prévoit cette dotation.





Evolution du financement disponible				
	2013	2014	2015	2016
Produits fonctionnement réels	3252249	3204768	3370337	3537557
Charges fonctionnement réelles	2890708	2889857	3279335	3190439
CAF brute	361541	314911	91002	347118
Remboursement du capital de la dette	160178	146949	141238	168249
CAF nette	201363	167962	-50236	178869
Autres ressources d'investissement	250941	300331	231433	586735
Remboursement des autres dettes		18316		
Financement disponible	452304	449977	181197	765604

Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes. Il se compose de la CAF nette, des subventions et dotations d'investissement et éventuellement des cessions d'actif.





## ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

L'endettement des communes apparaît le plus souvent cyclique. Après une période d'endettement leur permettant de réaliser de gros investissements, elles se désendettent.

Jusqu'en 2012, un autofinancement adapté a permis à la Commune de réaliser annuellement les investissements dont elle avait besoin sans emprunter. Naturellement, la charge de la dette connaît une évolution similaire à l'encours de la dette (sans être parallèle en raison des modalités de remboursements des prêts), c'est-à-dire une diminution continue. Un emprunt de 500.000 € a été contracté en janvier 2013 pour faire face aux opérations d'investissement envisagées dès 2012 (acquisition foncière, travaux de voirie, ...). Un emprunt de 1.500.000 € a été réalisé en 2016 pour acquisitions foncières et travaux.

Voir en page 24 le détail de l'évolution de la dette.



## **LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT**

Le niveau d'endettement se mesure notamment à partir d'un ratio appelé « capacité de désendettement ». Ce ratio, qui rapporte l'épargne brute à l'encours de la dette, permet d'identifier, en nombre d'années, l'endettement d'une commune. Il permet de répondre à la question suivante : en combien d'années une commune pourrait-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ? La capacité de désendettement doit être inférieure à 8 ans pour qu'une commune soit située dans une zone « verte ».

Pour autant, cet indicateur ne peut résumer à lui seul la totalité d'une analyse financière et il doit être mis en perspective. En effet, une commune en phase d'investissement et donc d'endettement peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices pour le ramener progressivement vers des niveaux acceptables c'est-à-dire en dessous de dix ans.

**Encours de la dette au 31/12/2016 : 2.752.901**

**CAF (ou épargne) brute : 347.119**

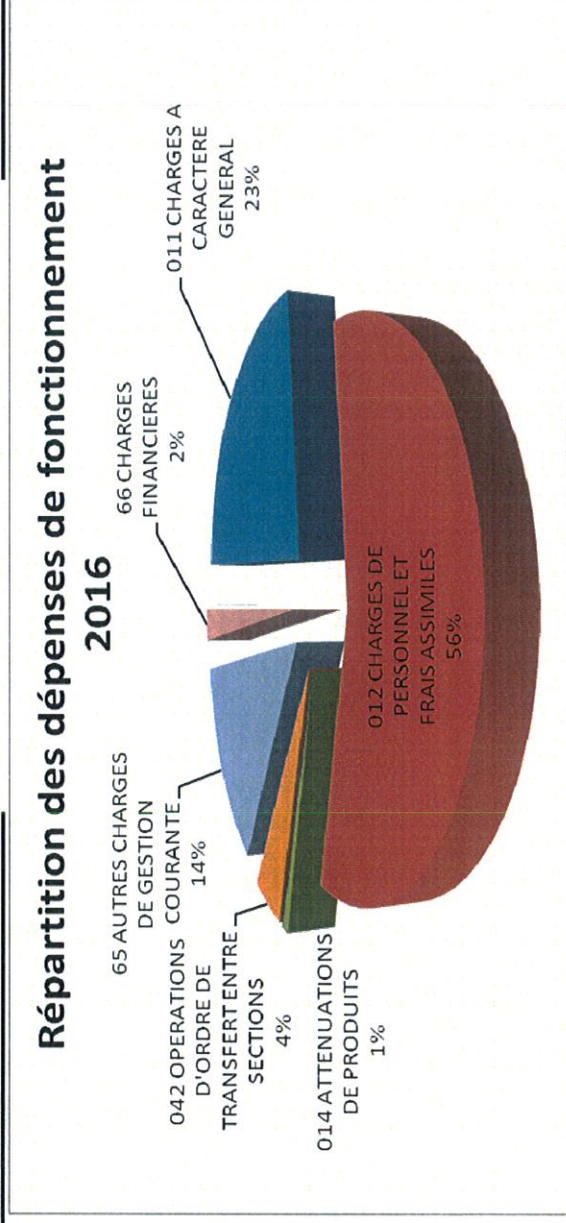
**Capacité de désendettement : 2.752.901/347.119 = 7,93**





LA STRUCTURATION DE NOS DEPENSES DE

FONCTIONNEMENT



**Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2014**

DEPENSES	2014	En %	2015	En %	2016	En %	2015/2016 en %
011-Charges générales	748.485	25	969.318	27,73	800.121	23,16	-17,45
012-Personnel	1.713.451	56	1.862.996	53,29	1.924.340	55,69	3,29
014-Atténuations de charges	7.847	0,25	17.918	0,51	26.055	0,75	45,41
65-Autres charges	364.156	12	423.819	12,12	484.096	14,00	14,22
66-Charges financières	60.330	2	61.946	1,77	72.945	2,11	17,75
67-Charges exceptionnelles	33.469	1	9.828	0,28	370	0,01	-96,23
<b>DEPENSES REELLES</b>	<b>2.927.738</b>		<b>3.345.825</b>		<b>3.307.927</b>		<b>- 1,13</b>
68-Amortissements	117.689	3,75	150.043	4,29	147.927	4,28	
<b>TOTAUX</b>	<b>3.045.427</b>	<b>100</b>	<b>3.495.869</b>	<b>100</b>	<b>3.455.854</b>		<b>- 1,14</b>





## CHAPITRE 011 - LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Elles comprennent tous les frais de gestion courante d'une Collectivité (frais d'eau, d'électricité, de carburant, de fournitures diverses, les locations mobilières et immobilières, les frais d'entretien des bâtiments, de la voirie, du matériel divers et roulant, les honoraires, les frais d'affranchissement et de téléphone, les impôts fonciers, la documentation diverse (dont les abonnements et livres de la médiathèque)), et les dépenses de fêtes et cérémonies.

Ces charges sont en baisse de près de 17,50 % en 2016 par rapport à 2015 (- 169.197 €). Cela provient notamment de :

- Réfection de chemins par SVCR limitée à 93.448 € (contre 201.840 € en 2015)
- Baisse du coût de réparations de véhicules -16.500 € et des frais de carburant - 1.700 € grâce au renouvellement du parc automobile
- Honoraires en baisse : - 29.000 €
- Frais de fêtes et cérémonies maîtrisés : - 15.300 €
- Consommation d'électricité en baisse : - 8.800 €

A noter par contre une hausse des dépenses en matière d'études (+ 20.000 €) et de frais de nettoyage des écoles (+ 17.000 €).





## LES FRAIS DE PERSONNEL

### Répartition par fonction (ou service) charges comprises :

FONCTION (ou SERVICE)	REALISE 2014	(%)	REALISE 2015	(%)	REALISE 2016	(%)
020 - SERVICES GENERAUX	627000	36.59	636429	34.16	684.008	35,55
112 - SECURITE PUBLIQUE	104927	6.12	149296	8.01	142.095	7,38
211 - ECOLE MATERNELLE	140654	7.76	149506	8.03	153.930	8,00
212- ECOLE ELEMENTAIRE	44165	2.74	55800	3.00	40.993	2,13
251 - RESTAURATION SCOLAIRE	188600	11.82	196093	10.53	154.204	8,01
255 - ACTIVITES PERISCOLAIRES	0	0	10555	0.57	64.115	3,33
321 - MEDIA THEQUE	59909	3.38	52253	2.80	46.345	2,41
33 - ACTION CULTURELLE	40870	3.36	39197	2.10	39.857	2,07
40 - SPORT	6853	1.22	0	0.00	0	0
421 - CENTRE DE LOISIRS	55343	3.03	77164	4.14	59.492	3,09
813 - PROPRIETE URBAINE	89573	5.23	89466	4.80	103.045	5,35
820 - SERVICES TECHNIQUES	288967	16.86	342185	18.37	371.373	19,30
823 - ESPACES VERTS	66589	3.89	65052	3.49	64.884	3,37
<b>TOTAL</b>	<b>1713451</b>	<b>100</b>	<b>1862996</b>	<b>100</b>	<b>1.924.341</b>	<b>100</b>

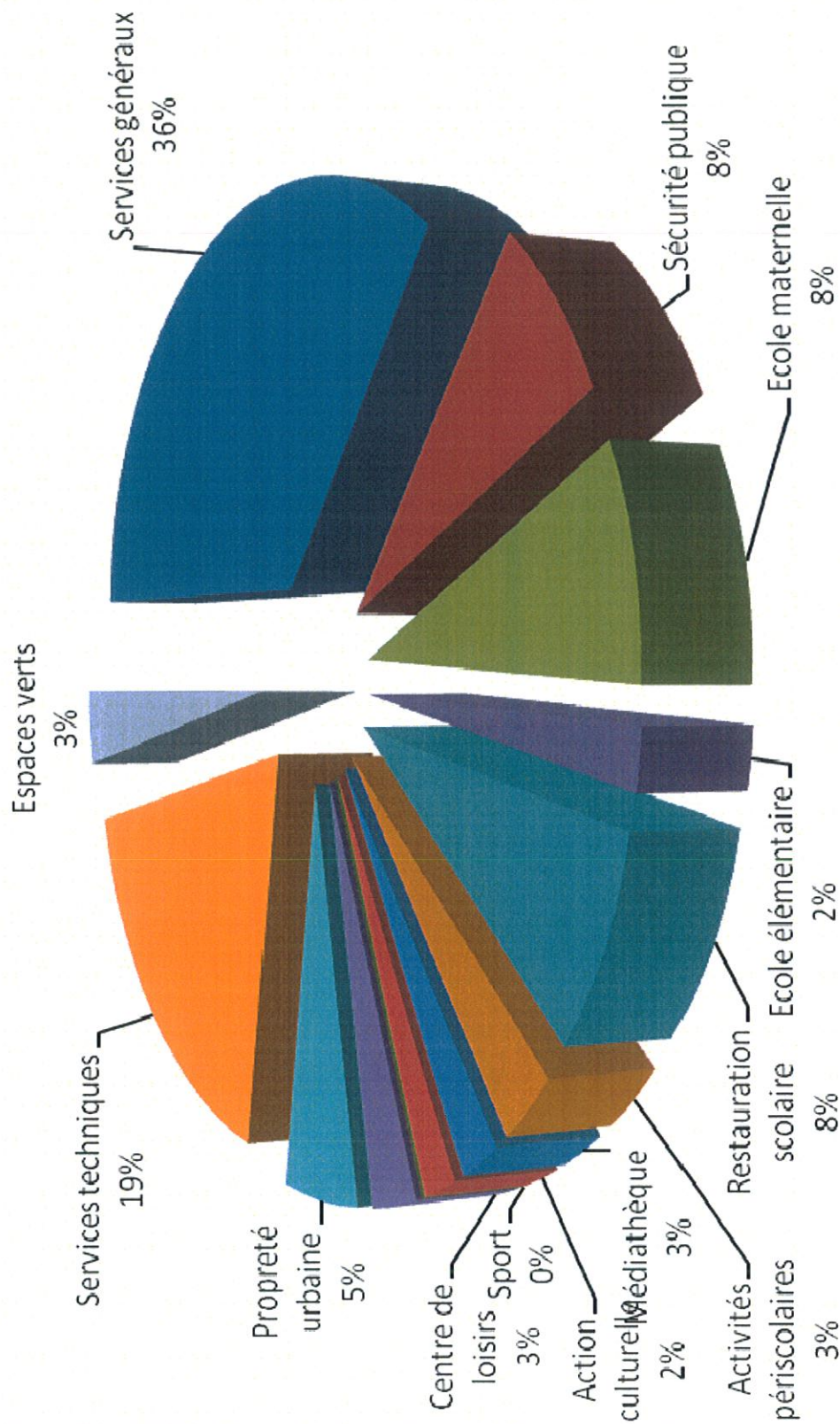
Constat :

- Augmentation du poste 020 - services généraux- due à l'embauche de 2 agents à l'accueil (1 tit et 1 non tit), de l'agent RH, d'un agent « Ménage » mais surtout du fait que deux agents en congé longue durée ont été payés à plein traitement en 2016.
  - Augmentation du poste 255 - activités périscolaires - due à l'embauche de 2 contrats aidés, d'une non titulaire et d'une titulaire à mi temps
  - Diminution du poste 251 - restauration scolaire - vu la mise en retraite d'un agent remplacé par un autre de salaire moindre
  - Diminution du poste 421 - centre de loisirs - due à l'embauche de contrats aidés (2) limitant celle d'animateurs mais aussi aux charges réduites sur ce type d'emplois
  - Augmentation du poste 813 - propriété urbaine - due à l'embauche de temps complet de l'agent de nettoyage (contrat aidé)
  - Augmentation du poste 820 - services techniques - due à l'embauche de la DST
- A prendre en compte également l'augmentation des taux des charges entre 2015 et 2016.





## CHARGES DE PERSONNEL 2016





LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS :

	2014		2015		2016	
	PREVU	REALISE	PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
<b><u>SUBVENTIONS/DOTATIONS</u></b>						
Associations et aides diverses	71.500	72.721	89.600	89.260	95.388	100.281
C.C.A.S.	10.000	10.000	10.000	10.000	8.000	8.000
<b><u>PARTICIPATIONS</u></b>						
Transports scolaires (Départements)	45.000	47.958	56.300	48.768	41.420	57.720
Service d'incendie et de secours	65.434	65.434	65.683	65.683	102.000	101.961

Pour le montant affecté à la ligne « associations et divers » sont compris :

- les aides aux familles pour les sorties scolaires et divers versements (592 € en 2016)
- les subventions aux associations 2016 sont détaillées sur l'annexe jointe au présent document pour un total de 72.580 €
- la dotation à l'association « BILBOK » pour 2016 (15.000 €) et l'avance de 6.000 € versée en décembre sur la dotation 2017 de 18.000 €
- la classe de découverte sur l'Histoire de l'école élémentaire et le projet pédagogique « Mosaïque » pour un total de 5.308 €
- le coût de la convention SPA pour les chats errants pour 800 €.





LES DEPENSES DE DELEGATIONS :

	2014		2015		2016	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
SYMIELECVAR	55.880	29.108	64.800	36.393	59.000	59.674
SIVAAD	6.396	6.396	6.500	6.438	6.000	5.979
SIVU DE LA LOUBE	40.000	30.000	50.000	50.610	40.000	30.000
<b>TOTAL</b>	<b>102.276</b>	<b>65.504</b>	<b>121.300</b>	<b>93.441</b>	<b>105.000</b>	<b>95.653</b>

Les participations étalées relatives aux travaux entrepris par l'intermédiaire du SYMIELECVAR sont imputées à la section de fonctionnement (poste Bramefan 5.420 € + Av Droits Homme 1.908 € + St Jacques 966 € + PAE Les Vergers 19.752 €). Depuis 2015 s'est ajoutée la participation pour les travaux d'économie d'énergie sur l'éclairage public, soit 29.896 €. A noter que le SYMIELECVAR n'a pas réclamé le paiement en 2015 mais fin janvier 2016 ce qui a impliqué la prise en charge de la totalité sur 2016.

A ces participations aux travaux doivent être ajoutées les participations au fonctionnement du syndicat et la participation pour transferts de compétences, soit un total d'environ 1.733 €.

-----

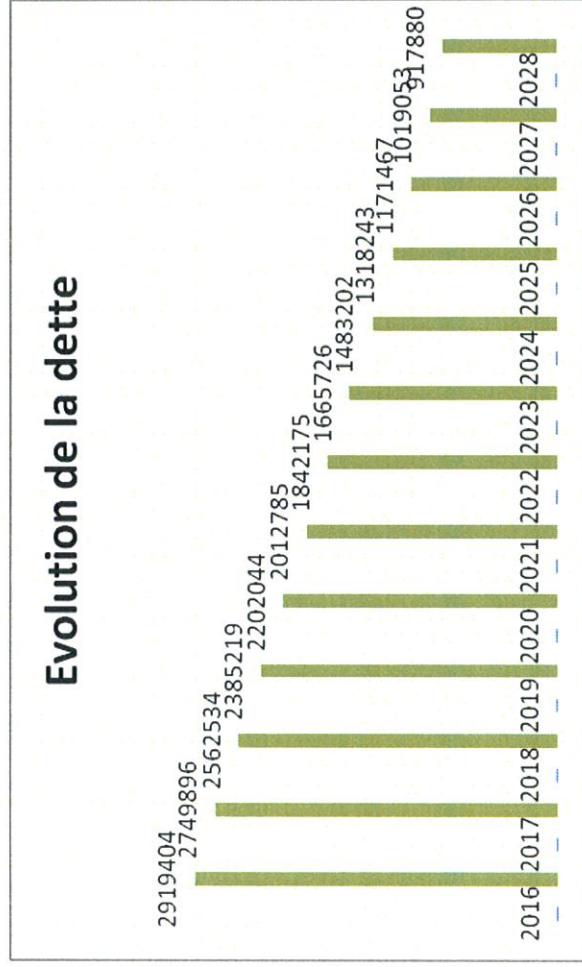
Pour le SIVU de LA LOUBE la participation a été maintenue à 40.000 € pour 2016 mais le nombre d'heures de prestations a été augmenté. Toutefois la facture du 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 ayant été reçue en 2017, un complément de 10.000 € devra être voté sur 2017 en plus de la participation de l'année qui devrait être maintenue à 40.000 €.





LES INTERETS DES EMPRUNTS :

LA CHARGE DE LA DETTE



Exercice	Restant dû au 31/12/n en K/€
2013	1.868
2014	1.707
2015	1.558
2016	2.920
2017	2.750
2018	2.562
2019	2.385
2020	2.202
2021	2.012
2022	1.842
2023	1.665
2024	1.483
2025	1.318
2026	1.171
2027	1.019
2028	917
2029 à 2041	Le solde



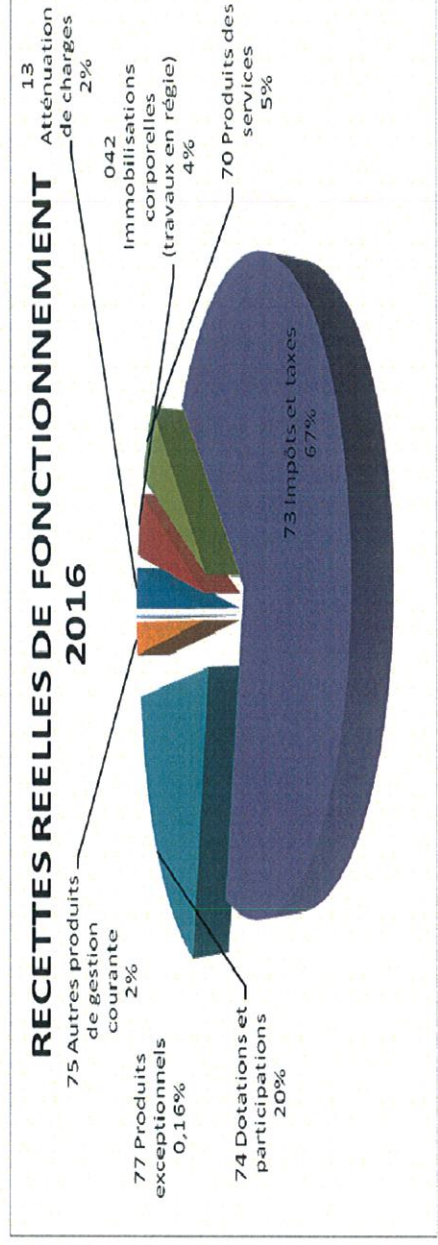
### Marge de manœuvre

L'objectif est de préserver une épargne de gestion et une capacité d'autofinancement (CAF) à un niveau satisfaisant.

L'épargne de gestion est égale à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts des emprunts. Ce solde représente l'autofinancement dégagé sur les opérations courantes de la section de fonctionnement (voir page 11)

En baisse significative en 2015 elle a subi une forte hausse en 2016 pour revenir à la hauteur des années 2013/2014. Cette courbe ascendante devra être maintenue en 2017.





RECETTES REELLES	2014	2015	Part de chaque chapitre en 2015 %	2016	Part de chaque chapitre en 2016 %
013-Atténuation de charges	30.030	52.574	1.53	91.433	2.46
042-Immob corporelles (trx en régie et amortis subv))	0	21.421	0.63	138.536	3.72
70-Produits des services	101.205	147.312	4.28	171.481	4.60
73-Impôts et taxes	2.238.741	2.369.669	68.94	2.513.848	67.52
74-Dotations et participations	786.910	746.573	21.60	728.141	19.56
75-Autres produits de gestion courante	45.853	85.346	2.48	73.921	1.98
77-Produits exceptionnels	39.906	18.583	0.54	6.095	0.16
<b>TOTAUX</b>	<b>3.242.645</b>	<b>3.441.478</b>	<b>100</b>	<b>3.723.455</b>	<b>100</b>

Le chapitre 013- Atténuations de charges- représente le remboursement des indemnités journalières par l'assurance à la Commune lors des arrêts de travail du personnel. Le chapitre 74 - Dotations et participations - depuis 2013 la baisse des dotations de l'Etat a été constatée chaque année. A savoir que la Dotation Forfaitaire (DGF) était prévue pour 2016 à hauteur de 611.640 € alors que le versement a été de 448.968 € seulement. Par contre, le chapitre 74 a enregistré une participation de la CAF pour les activités périscolaires d'un montant de 33.175 € contre 10.000 € prévus.





### **CHAPITRE 013 - ATTENUATIONS DE CHARGES**

Elles sont composées essentiellement du remboursement, par l'assurance spécifique contractée par la Commune, des frais de personnel (hors charges) pour les agents en arrêt de travail (congé maladie ou AT) (compte 6419).

### **CHAPITRE 042 - TRAVAUX EN REGIE ET AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS**

Il s'agit d'une part des travaux réalisés par les Services Techniques avec matériaux et fournitures payés sur la section de fonctionnement. Pour permettre le basculement dans le patrimoine des chantiers accomplis en régie, la procédure comptable consiste à annuler la dépense en fonctionnement par l'inscription d'une recette de fonctionnement et d'inscrire la dépense en investissement pour un montant de 68.982 € en 2016.

Il s'agit d'autre part de l'amortissement des subventions perçues pour 68.409 € en 2016.





## **CHAPITRE 70 - PRODUITS DES SERVICES**

Le produit des services est essentiellement composé des redevances de cantine scolaire et de l'accueil de loisirs sans hébergement (+ médiathèque).

Il comprend aussi les ventes de concessions de cimetière.

Depuis 2011, il inclut également les redevances d'occupation du domaine public et le prélèvement sur les budgets de l'eau et de l'assainissement d'une quote-part sur les frais de personnel.

<b>Produits des Services</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Concessions de cimetière	2.947	4.367	4.940	2.295
Redevance d'occupation domaine public (EDF-FRANCE TELECOM)+ REGIE DROITS PLACE)	5.238	1.335	5.447	1.775
Redevances à caractère culturel et extra scolaires	23.494	20.723	22.942	22.479
- Médiathèque	594	503	407	627
- Centre de loisirs	22.800	20.220	22.535	21.852
Redevances des services périscolaires	73.911	69.722	108.635	134.055
- Cantine	73.911	69.722	76.784	82.178
- Activités périscolaires	0	0	11.451	31.482
- Transports scolaires	0	0	20.400	20.395
Remboursement frais personnel budgets eau et assainissement	0	4.913	4.953	9.960
Divers	1.321	145	395	917
<b>Totaux</b>	<b>106.948</b>	<b>101.204</b>	<b>147.312</b>	<b>171.481</b>

**CHAPITRE 73 - IMPOTS ET TAXES****EVOLUTION DE LA FISCALITE de 2008 à 2016**

Les taux d'imposition communaux n'ont pas été augmentés depuis 2006, à savoir :

TAXE D'HABITATION	11,50 %
TAXE FONCIER BATI	16,60 %
TAXE FONCIER NON BATI	87,31 %

Le produit des contributions directes reversé à la Commune a évolué depuis 2006 en raison des révisions des bases d'imposition par les Services Fiscaux, bases utilisées comme assiette des impôts prélevés pour la Région et le Département.

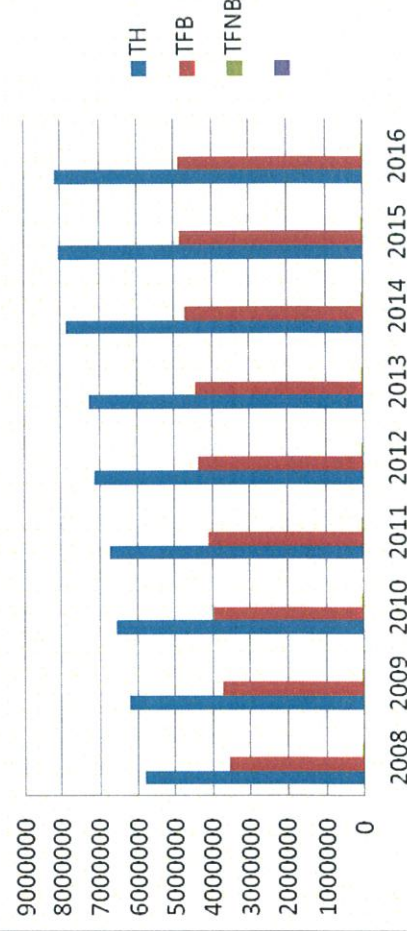




Evolution des bases d'imposition par type d'impôt de 2008 à 2016

	TH	TFB	TFNB
2008	5 814 483	3 571 378	67 097
2009	6 206 540	3 754 825	66 247
2010	6 579 868	3 977 691	65 294
2011	6 751 000	4 099 000	65 700
2012	7 153 931	4 401 838	65 138
2013	7 288 000	4 459 000	67 300
2014	7 842 397	4 713 707	65 313
2015	8 063 598	4 845 884	65 445
2016	8 165 000	4 898 000	65 600

**EVOLUTION DES BASES  
D'IMPOSITION 2008/2016**

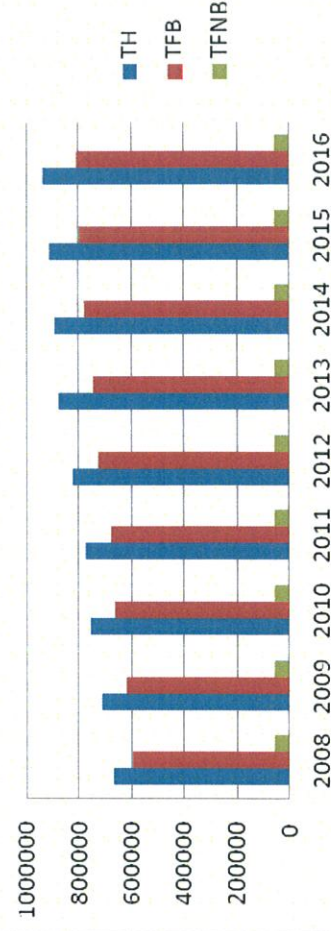




## Evolution des produits des contributions directes par type d'impôt de 2008 à 2016 :

	<u>T.H.</u>	<u>T.F.B.</u>	<u>T.F.N.B.</u>	<u>TOTAL</u>
2008	668 666	592 849	58 582	1.320.097
2009	713 752	623 301	57 840	1.394.893
2010	756 685	660 297	57 008	1.473.990
2011	776 365	680 434	57 363	1.514.162
2012	829 035	726 914	56 402	1.612 351
2013	877 751	747 420	56 978	1.682.149
2014	894 240	781 528	56 490	1.732.258
2015	913 445	801 946	57 275	1 772 666
2016	938 975	813 068	57 275	1 809 318

### EVOLUTION DES PRODUITS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES 2008/2016







Le produit de la fiscalité au VAL évolue uniquement grâce à la réévaluation annuelle des bases mais aussi par l'évolution de l'habitat ce qui explique les fluctuations d'une année sur l'autre alors que les taux restent identiques.

Les bases d'imposition seront revalorisées forfaitairement en 2017 de 0,4 % (ce coefficient de revalorisation est fixé par le gouvernement dans la loi de Finances pour 2017). Cette revalorisation correspond à l'inflation prévisionnelle corrigée pour 2017. Pour mémoire, la revalorisation des valeurs locatives était en 2009 de 2,5%, et en 2010 de 1,2 %, puis de 1,8 % en 2012 et 2013, de 0,9 % en 2014 et 2015 et de 1 % en 2016.

Les taux d'imposition communaux resteront stables en 2017.

Le produit des contributions directes (Taxe d'Habitation, Taxe Foncière Bâtie et Taxe Foncière Non Bâtie) devrait donc s'élever à environ

$$1.809.318 (2016) + 0,4 \% = 1.816.555 \text{ € pour 2017.}$$

Les services fiscaux vont transmettre début mars 2017 l'état de notification des bases d'imposition prévisionnelles 2017 et donc celles des produits des 3 taxes directes locales. La différence entre le montant provenant de l'application de la majoration de 0,4 % et le montant de l'état à recevoir proviendra de la majoration des bases d'imposition par rapport à 2016.

Rappel : Contributions directes = taux d'imposition (fixé par le Conseil Municipal) x bases d'imposition (notifiées par les services fiscaux).

### LA FISCALITE INDIRECTE :

La fiscalité indirecte est constituée essentiellement de la taxe sur la consommation d'électricité (114.500 € en 2014, 106.460 € en 2015 et 108.593 € en 2016) et de la taxe additionnelle aux droits de mutation (94.644 € en 2014, 108.835 € en 2015 et 98.289 € en 2016).



**-Communauté de Communes du « Comté de Provence » :**

Jusqu'en 2016, l'attribution de compensation a été versée par la CCCP à chacune de ses Communes membres. Elle constituait une dépense obligatoire pour la Communauté. Elle était égale au produit de la taxe professionnelle perçue par la Commune l'année précédant son entrée dans la Communauté diminuée du coût net des charges transférées.

L'attribution de compensation s'est élevée à environ 217.400 € en 2014/2015 et 2016.

La dotation de solidarité est un reversement facultatif de l'EPCI vers ses Communes membres dont le montant est fixé librement par le Conseil Communautaire. Les critères de répartition ont été arrêtés par la Communauté en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal par habitant, les autres critères étant fixés librement. Le montant de la dotation de solidarité de 2016 a été porté de 58.250 € à 188.697 €.

Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales s'est élevé en 2016 à 80.455 € contre 66.692 € en 2015.

**-Communauté d'Agglomération « Provence Verte » :**

Le montant de l'attribution de compensation de 217.400 € environ est maintenu pour 2017. Par contre le montant de la Dotation de Solidarité n'est pas encore voté par la Communauté d'Agglo et on ne sait pas s'il sera maintenu ou modifié.





## CHAPITRE 74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Dotations de l'Etat	2013	2014	2015	2016
Dotation Forfaitaire- D.G.F.	614 616	592.490	524.695	448.968
Dotation Solidarité Rurale	48.729	46.014	51.688	53.043
Dotation Nationale de Péréquation	57.100	51.391	46.252	41.627
Dotation de décentralisation (aide PLU)	0	0	0	19.000
Dotation Emplois Avenir			24.198	41.023
Attributions compensations Etat (TP-TFB-TFNB)	93.903	91.166	99.400	82.992
Département (effort construction logements)			340	8.312
C.A.F. (contrat enfance jeunesse)				33.175
<b>Totaux</b>	<b>818.974</b>	<b>786.910</b>	<b>746.573</b>	<b>728.140</b>

En 2013, stabilisation des concours financiers de l'Etat. Ces concours ont donc été gelés pour la troisième année consécutive, sauf pour la D.G.F. en légère augmentation (en moyenne + 0,3 %).

Entre 2013 et 2016, la dotation forfaitaire a été réduite de 165.648 € soit près de 27 %.

On remarque que des recettes nouvelles permettent de maintenir le montant global des dotations (dotation de décentralisation, aide pour les contrats aidés et contrat CAF pour la jeunesse).

Pour 2017, une nouvelle baisse est prévue avec une dotation estimée à 400.000 €.



## **CHAPITRE 75 - PRODUITS DE GESTION COURANTE**

Il s'agit essentiellement des revenus des immeubles mis en location (appartement de l'école primaire, bureaux et appartement de La Poste, bail fermage du vignoble de Châteaurenard, terrain du berger, implantation des diverses antennes relais de Notre Dame,...).

Sont inclus également dans ce chapitre les produits des diverses régies municipales (photocopies, fourrière, marché hebdomadaire, location de salles, droits de place, ....).

## **CHAPITRE 77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Ils sont composés essentiellement du remboursement des sinistres par l'assurance multirisques (dégradations, vols, etc...) et de remboursements divers.

Ces recettes ne peuvent être évaluées en début d'année (remboursement sur sinistres à venir par exemple).





## SECTION D'INVESTISSEMENT

### Evolution des dépenses réelles d'investissement depuis 2013

CHAPITRE	DEPENSES	2013	2014	2015	2016
16	Remboursement du capital	160.178	165.265	141.238	167.969
20 à 23	Dépenses équipement	733.447	189.381	329.769	2.940.245
	TOTAUX	893.625	354.646	471.007	3.108.214





**Evolution des recettes réelles d'investissement depuis 2013**

CHAPITRE	RECETTES	2013	2014	2015	2016
10	FCTVA	100.770	0	93.467	13.482
	T.L.E./Taxe aménagement	52.315	45.109	56.721	83.714
	Excédent de fonctionnement	790.870 Excédent de 2012 totalemment affecté à l'investissement	74.783 Solde de l'excédent de 2013 de 329.684 €, la différence ayant été conservée en fonctionnement pour les travaux sur les chemins	150.000	170.000
13	Subventions/Don	97.510	255.222	80.594	489.539
16	Emprunt	500.600	0	0	1.500.000
	<b>TOTAUX</b>	<b>1.621.969</b>	<b>492.803</b>	<b>521.797</b>	<b>2.256.735</b>





**LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ENGAGEES EN 2016**

Libellé opération	Libellé imputation	ENGAGES 2016 POUR 2017
307 - ACQUISITION MATERIEL DIVERS	Matériel informatique	2.475
	Rosiers Jardin Public	792
	Clôture Jardin Public	1.385
	Motobineuse Jardin Public	951
	Vitrine affichage mairie	588
	Remplacement extincteurs	373
	Porte-manteaux école élémentaire	269
	Vidéoprojecteur mairie	530
	<b>TOTAL OPERATION 307</b>	<b>7.363</b>
308 - GROUPE SCOLAIRE	Honoraires Maître d'Œuvre (tranche ferme)	17.081
359 - IMMEUBLE POLICE MUNICIPALE	Climatisation	6.023
367 - CHAPELLE NOTRE-DAME DE PITIE	Solde honoraires architecte Monuments Historiques.	1.215
402 - RUE NATIONALE-PLACE GAMBETTA	Solde des travaux	263.796
409 - EGLISE	Restauration des vitraux	6.874
412 - CIMETIERES	Habillage des cases du columbarium	7.800
416 - RESEAU PLUVIAL	Honoraires études	26.484
418 - LA MAGNANERIE	Honoraires études	15.000
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>351.636</b>





**LES RECETTES D'INVESTISSEMENT NOTIFIEES EN 2016**

Libellé opération	Libellé tiers	ENGAGES 2016 POUR 2017
317 - REFECTON DE VOIRIE (solde subvention)	DEPARTEMENT	30.122
367 - CHAPELLE N-D DE PITIE	ETAT	213.233
	REGION	29.000
	CTE DE COMMUNES	20.000
	FONDATION PATRIMOINE ET CLUB MECENES	12.047
	TOTAL OPERATION 367	274.280
402 - RUE NATIONALE - PL. GAMBETTA	DEPARTEMENT	240.000
409 - EGLISE (vitraux)	CTE DE COMMUNES	3.274
416 - SCHEMA PLUVIAL	AGENCE EAU	17.500
	REGION	19.716
	TOTAUX	584.892





## PRESENTATION DES PRIORITES DU BUDGET PRIMITIF 2017

### AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT

Le budget primitif 2017, qui sera voté en avril 2017, devra assurer, comme en 2016 :

- une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement
- un niveau d'auto-financement nécessaire au financement des investissements

### INTEGRATION DES DEPENSES ET RECETTES ENGAGEES EN 2016 ET A INSCRIRE AU BUDGET 2017 :

Total des dépenses engagées ou notifiées en 2016.....351.636 €

Total des recettes engagées ou notifiées en 2016.....584.892 €

Les opérations à inscrire à compter de 2017 doivent donc trouver leur financement propre hormis les apports financiers de la section de fonctionnement (excédent reporté de l'année 2016 et éventuellement virement de l'année 2017).

**Le résultat de clôture de la section d'investissement pour l'exercice 2016 présente un solde créditeur de 407.509,03 € et de 556.199,11 € pour la section de fonctionnement. VOIR COMPTE DE GESTION DU TRESORIER.**



## POSSIBILITES DE PREVISIONS POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET 2017

A la date de la rédaction de ce document « débat d'orientation budgétaire », l'équilibre de la section d'investissement peut se résumer comme suit :

<u>Recettes</u>		<u>Dépenses</u>	
Excédent d'investissement reporté 2016	407.509	Opérations 2016 engagées	351.636
Virement de la section de fonctionnement 2017	205.000	Remboursement capital des emprunts	205.000
Emprunt 2017	0	Amortissement des subventions et participations	85.392
Taxe d'aménagement FCTVA	80.000 250000	Travaux en régie	50.000
Réhabilitation du Groupe Scolaire - Département - D.E.T.R. 2017	150.000 155.000	<u>Sous total</u>	<u>692.028</u>
Mécénat-Chapelle ND Pitié	30.000		
Subventions et participations diverses reportées de 2016	584.892		
Amortissements	214.000	<b>Programmes 2017</b>	<b>1.384.373</b>
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>2.076.401</u></b>	<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>2.076.401</u></b>



PROGRAMME 2017 - DETAILS DESPROPOSITIONS D'OPERATIONS - ADEBATTRE

GRUPE SCOLAIRE - Honoraires Etudes	20.000
..... - Travaux de réhabilitation (montant total estimé 1.100.000 €)	250.000
RUES THIERS, MISERICORDE ET DE L'HOPITAL - Réfection de voirie et réseau pluvial (estimation 300.000 €)	150.000
AVENUE JEAN MOULIN - Réfection de voirie, pluvial, trottoirs par tranches (estimation totale 1.200.000 € réseaux humides inclus)	100.000
CHAPELLE NOTRE DAME DE PITIE - 1 <sup>ère</sup> tranche de travaux	290.000
..... - Mission MOE jusqu'à la réception des travaux	30.000
ACCESSIBILITE (estimation totale étalée sur 5 ans : 370.000 €)	61.000
BATIMENT DES SERVICES TECHNIQUES - Honoraires études	15.000
..... - Travaux de construction du bâtiment (estimation 400.000 €)	100.000
ESPACE CULTUREL - 1 <sup>ère</sup> tranche (rez de chaussée et accessibilité)	130.000
TRAVAUX DIVERS (réfection de chemins, éclairage rd point Av J Moulin, ..... ) + COMMISSION TRAVAUX 30.000 €	84.373
O.A.P. du P.L.U. (Etudes pour leur aménagement et leur desserte en VRD)	25.000
ACQUISITION DE MATERIEL DIVERS	129.000
- - Environnement .....	19.000
- - Jardin Public.....	10.000
- - Services Techniques.....	10.000
- - Festivités.....	10.000
- - Sécurité.....	20.000
- - Scolaire et Enfance-Jeunesse.....	10.000
- - Divers.....	50.000
<b>TOTAL</b>	<b>1.384.373</b>



**DEBATS****SECTION DE FONCTIONNEMENT :**

**M. COEURDEUIL** intervient pour attirer l'attention du Conseil Municipal sur la lourde charge que représentent les frais de personnel sur le budget de fonctionnement (56 %). Il souligne que cela devrait inciter les élus à réaliser des économies sur ce poste de dépenses au lieu de continuer à embaucher notamment pour remplacer les agents en arrêt de travail. Il propose qu'une prime de présentisme, d'assiduité soit instaurée comme dans d'autres Communes qui ont pu constater ainsi une baisse significative du taux d'absentéisme de leur personnel.

**M. GIRAUD** tient à rappeler que l'augmentation des charges de personnel provient en grande partie de la mise en place des nouvelles activités périscolaires, de l'embauche d'un 3<sup>ème</sup> agent de police municipale et, il en convient, du remplacement des agents en arrêt de travail avec maintien de leur salaire. Mais il rappelle aussi qu'en regard de ces dépenses, la Commune perçoit des aides de la CAF pour les activités péri et extra scolaires et des remboursements de l'assurance contractée pour les indemnités journalières.

**M. SAULNIER** indique qu'effectivement il est noté de nombreux et récurrents arrêts de travail au sein du personnel communal. Les postes vacants doivent être pourvus afin d'assurer la continuité du service public mais la Municipalité ne procède plus à de nouvelles embauches et envisage la privatisation pour certaines prestations (comme il l'a été décidé d'ailleurs pour le ménage des écoles par exemple).

-----  
**M. COEURDEUIL** rappelle qu'en 2014 la Commune a versé une aide financière à l'association BILBOK. Son montant assez conséquent avait soulevé alors l'étonnement de certains Conseillers. Il leur avait été répondu que cette subvention lui était versée pour l'aider à démarrer mais qu'ensuite elle s'autofinancerait grâce à des subventions extérieures. Vu qu'en 2015 et 2016 ces aides n'ont fait qu'augmenter, **M. COEURDEUIL** demande comment cette subvention va évoluer.

**Mme INGRASSIA** intervient pour expliquer que cette aide financière n'est pas une subvention mais une dotation versée dans le cadre du Contrat « Enfance-Jeunesse » signé avec la CAF. Si l'association n'avait pas cette dotation communale, elle ne pourrait pas bénéficier d'autres subventions extérieures (dont la participation de la CAF).

**M. COEURDEUIL** insiste en rappelant la promesse de 2014 sur l'autofinancement prochain de l'association qui devait trouver des financements extérieurs pour cela. Il s'agissait alors d'une simple aide au démarrage. Il souligne qu'aujourd'hui cette aide est systématique et augment d'une année sur l'autre (15.000 € - 18.000 € - 20.000 €).... Et ensuite ?

**Mme PASQUET** indique qu'effectivement, en 2014, il s'agissait d'une aide au démarrage de l'association « BILBOK » qui intervenait pour des actions intergénérationnelles intéressantes pour la population. Elle rappelle qu'ensuite un Contrat « Enfance-Jeunesse » a été signé avec la CAF pour les jeunes de la tranche d'âge 12/18 ans qui étaient désœuvrés et pour lesquels la Commune n'avait aucune structure pour les accueillir. Seuls les enfants âgés entre 3 et 11 ans sont pris en charge par le service extrascolaire municipal. L'Association « BILBOK » organise des sorties, des animations dans le village, etc.... elle gère entre trente et quarante enfants pendant les vacances. Mme PASQUET souligne que si la Commune devait prendre en charge l'action prévue au CEJ, la charge financière serait plus importante que le montant de la dotation allouée à l'association avec la mise à disposition d'un local adapté, les frais de personnel et les dépenses de charges courantes. Elle rappelle que pour une dotation versée de 18.000 €, la CAF verse une aide de 9.000 € à la Commune et pour une dotation de 20.000 €, la Commune percevra une aide de 13.000 €.





SECTION D'INVESTISSEMENT :

M. VERDON demande à quel moment le Conseil Municipal pourra tabler sur des chiffres plus précis que de simples estimations des opérations à lancer afin de finaliser les financements.

M. SAULNIER fait remarquer que :

- pour le Groupe Scolaire, les études sont réalisées et l'estimation de l'opération intégrale a été établie
- pour les Rues Thiers et Miséricorde et la Traverse de l'Hôpital, une étude financière complète a été réalisée en régie par le service "Marchés Publics"
- pour l'Avenue Jean Moulin, l'estimation réalisée en 2015 a été reprise
- pour la restauration de la Chapelle Notre Dame de Pitié, l'estimation est connue dans le détail depuis de nombreuses années
- seule l'opération de construction du bâtiment des Services Techniques reste à étudier plus précisément

Mme BREBAN intervient pour demander la présence de M. DEBAQUE à la réunion de la Commission des Finances qui va prochainement travailler sur le budget 2017. Elle attend des chiffres précis de sa part.

-----  
M. KINET demande que des lignes budgétaires soient inscrites pour les études relatives à tous les projets du PLU et notamment les OAP autour du village. Il demande que ces projets soient étudiés et chiffrés afin de pouvoir taxer les futurs aménageurs pour la réalisation des voies et réseaux, des transformateurs électriques, etc.... Il propose qu'une somme modique de 50.000 € (ou moins encore) soit inscrite au budget, montant qui sera complété plus tard.

M. SAULNIER rappelle que le PLU n'est pas encore terminé et que les OAP sont donc en suspend.

M. COEURDEUIL intervient pour approuver l'inscription d'une ligne budgétaire pour les études sur les OAP, il tient à distinguer deux cas qui se présentent dans ce type d'opérations selon que l'aménageur soit public ou privé. S'il est public aucune taxe ne peut lui être imposée puisqu'il peut prendre en charge les aménagements publics en intégrant leur financement dans celui de son opération globale sans possibilité de faire un bénéfice ou d'avoir une marge commerciale. S'il est privé, son patron est la banque et il est donc tenu de faire un bénéfice sur lequel peut être prélevé une participation aux travaux de V.R.D.

M. SAULNIER propose qu'un montant de 25.000 € soit imputé pour les études sur les OAP.

-----  
Mme INGRASSIA demande l'inscription d'une ligne budgétaire pour les travaux de réfection de peinture des salles communales occupées ou prêtées aux associations (salle Caternet, du Cadran, Club des Anciens, etc....)

Mme BREBAN répond que ces travaux d'entretien relèvent de la section de fonctionnement et que des crédits ont été prévus pour cela.

Mme INGRASSIA rappelle que le montant inscrit est modique et qu'il ne sera pas suffisant.

M. KINET attire l'attention de l'assemblée sur le fait que le foyer municipal est occupé en permanence par les associations alors qu'il n'est pas conforme. Il rappelle qu'il est impératif de mettre les locaux en état, notamment au niveau de la sécurité.

Mme INGRASSIA serait d'accord pour des travaux de rafraîchissement du foyer municipal ainsi que pour son accessibilité. Elle est contre un projet immense sur ce site.



M. SAULNIER indique que l'opération intitulée « Espace culturel » concerne autant des travaux extérieurs (création d'un parvis pour sécuriser l'accès à la salle qui sera déplacée pour ne plus être en bordure de voie ; accessibilité de tout le secteur où sont situées les diverses salles (moulin-cadran-olivier... et le jardin public) que des travaux intérieurs de mise en conformité et de réaménagement du rez-de-chaussée dans un premier temps. Aucun projet n'est pour l'instant entériné. Les commissions concernées devront y travailler.

Mme INGRASSIA fait part de son accord pour les travaux de mise en sécurité des locaux.

-----  
M. PAZ demande pour quelles raisons le montant de 53.000 €, prévu initialement en 2016 pour les honoraires du Maître d'Œuvre pour les travaux concernant la Magnanerie du Domaine de Châteaurenard, a été ramené à 15.000 € seulement.

M. SAULNIER explique que les travaux de la Magnanerie sont renvoyés pour l'instant et que seul le dossier relatif à la mise en conformité du projet sera commandé au Maître d'Œuvre.

M. FOURNEL demande la confirmation du fait que l'opération est arrêtée et que les travaux n'auront pas lieu pour l'instant.

M. SAULNIER confirme que l'opération est renvoyée.

-----  
M. SAULNIER informe l'assemblée qu'une réunion sera programmée prochainement pour que tous les Conseillers Municipaux puissent travailler sur le dossier de réhabilitation du Groupe Scolaire avec le Maître d'Œuvre.

-----  
Le Conseil Municipal prend acte des diverses propositions financières de Monsieur le Maire, entérinées par la Commission des Finances, tant pour le fonctionnement que pour l'investissement de l'exercice 2017.



Le Maire,

Bernard SAULNIER

**FIN DES DEBATS**

R.O.B. BUDGET COMMUNAL 2017